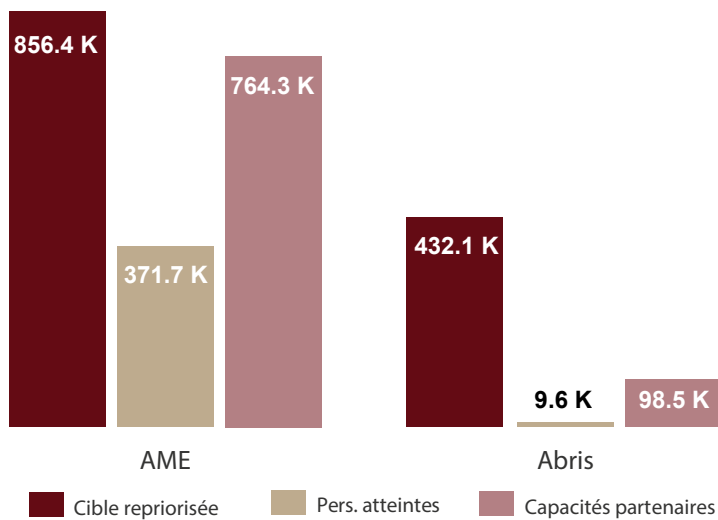




Seulement 2,5 % des besoins prioritaires en abris ont été couverts entre janvier et mai 2025, représentant une faible réponse.

Aucune couverture en abris observée au Sud-Kivu depuis début janvier ; ni aucun partenaire actif en 2025, contre 5 en 2024.

Au Nord-Kivu, depuis début janvier, 4 partenaires opérationnels sont actifs dans le secteur des abris en 2025, contre 10 en 2024, tandis que 8 partenaires opérationnels interviennent sur les AME en 2025, contre 15 l'année précédente.



- Plus de 1,7 million de personnes déplacées ont été contraint de quitter sites, centres collectifs et familles d'accueil après les affrontements de janvier-février 2025 dans les villes et agglomérations clés du Nord- et Sud-Kivu (Goma, Saké, Minova, Bukavu, etc.).
- Couverture Abri alarmante : malgré la réduction de 38 % de la cible HNRP lors de l'exercice de priorisation, la réponse demeure dérisoire à fin mai 2025. Au Nord-Kivu, à peine 2,5 % des familles priorisées ont été assistées; au Sud-Kivu, la couverture reste nulle. Ce déficit révèle une capacité opérationnelle presque inexistante et laisse des milliers de familles extrêmement vulnérables sans abri ni protection minimale.
- Sans action urgente, environ 70 % des personnes en zones de retour ou de déplacement, parmi les plusvulnérables, resteront sous des abris de fortune, incapables de mener les tâches domestiques les plus élémentaires; leur exposition aux maladies, à l'exploitation et aux violences basées sur le genre ne fera qu'augmenter.
- Présence et capacité opérationnelles en abri sévèrement réduites : sur 15 organisations actives en 2024, il n'en reste plus que 5 pour l'ensemble Nord- et Sud-Kivu (-75 %). Cette contraction réduit drastiquement la capacité de réponse. milliers de familles extrêmement vulnérables sans abri ni protection minimale.



Aperçu de la Situation

Impacts Humanitaire

- **Près de 80 % des maisons** situées dans les zones de retour ou de déplacement secondaire ne répondent plus aux exigences d'habitation adéquate : 30 % sont totalement détruites et 50 % endommagées.
- **Plus de 10 zones de santé dans le Nord Kivu et Sud Kivu** sont désormais classées "frontline / life saving", combinant besoins critiques et accès humanitaire restreint.
- **La suspension des services financiers à Goma et Bukavu** asphyxie l'activité économique locale et compromet notamment les programmes d'assistance en espèces.
- **Présence et capacité opérationnelles en abri sévèrement réduites** : sur 15 organisations actives en 2024, il n'en reste plus que 5 pour l'ensemble Nord- et Sud-Kivu (-75 %). Cette contraction réduit drastiquement la capacité de réponse.
- **Près de 70 % des déplacés** sortis des sites et centres collectifs ont tenté de regagner leur localité d'origine, tandis que 28 % se sont installés dans des zones de déplacement secondaire entre autres faute de conditions sûres ou de moyens pour poursuivre le trajet.
- **Environ 80 % des ménages affectés** atteignent les niveaux de sévérité 3 et 4 pour l'abri — abris de fortune, structures fragiles et endommagées, pièces surpeuplées. Par ailleurs, sept déplacés ou retournés sur dix dépendent de familles d'accueil déjà vulnérables.
- **Les combats actifs, les barrages routiers et la fermeture prolongée de l'aéroport de Goma** ont coupé les principaux corridors logistiques, isolant les zones touchées et paralysant la chaîne d'approvisionnement humanitaire.

Exposition & santé

Retournés, déplacés secondaires et familles en transit dorment sous des abris précaires (bâches, classes, ou plein air), s'exposant à un risque élevé de pneumonies, paludisme et maladies hydriques, ce qui aggrave la pression sur des services de santé déjà saturés et fragiles

Promiscuité suffocante

Près de 70 % des ménages vivent à six + par pièce, dans des abris improvisés ou chez des hôtes déjà fragiles, sans éclairage ni cloisons. Ce surpeuplement décuple tensions, VBG, exploitation et propage les infections respiratoires.

Éducation perturbée

Plus de 1 500 écoles restent fermées, dont 8 % servent d'abris, laissant quelque 56 828 élèves hors classe. L'occupation prolongée des bâtiments scolaires accroît le risque de recrutement d'enfants par des groupes armés et de mariages précoces.

Sécurité foncière précaire

53 % des familles retournées font face à un litige LTP – 80 % liés à l'occupation secondaire de leurs parcelles ou habitations. Sans mécanismes de résolution, les retours restent précaires et les déplacements se perpétuent.

Accès humanitaire entravé

l'insécurité persistante et la dégradation des routes coupent plusieurs localités touchées du reste des deux provinces, ralentissant l'acheminement de l'aide et faisant exploser les coûts logistiques et opérationnels.

Appel Urgent à l'Action

Aux Partenaires Opérationnels

- **Accélérer la mise en œuvre des interventions Abris/AME** existantes dans les principaux hotspots de retour Nord Kivu (Nyiragongo, Rutshuru, Masisi et Lubero) et Sud Kivu (Kalehe, Katana, etc.) qui concentrent à eux seuls plus 50 % des familles retournées.
- **Intégrer en priorité les besoins Abris/AME dans la programmation** : les familles déplacées et retournées les placent au premier rang de leurs priorités, comme l'attestent toutes les évaluations multisectorielles menées à l'Est de la RDC.
- **Adopter une approche communautaire** : associer directement les ménages et les leaders locaux à chaque étape afin que les solutions d'abri respectent les normes culturelles, tiennent compte des contraintes foncières et mobilisent les ressources du milieu ; renforçant ainsi l'appropriation et résilience de la communauté de la RDC.
- **Passer de l'abri d'urgence à la réhabilitation** : privilégier la réparation des toitures et murs des maisons endommagées par les conflits pour consolider les retours et réduire la dépendance aux distributions de kits d'urgence.
- **Déployer des activités de médiation foncière (LTP)** pour régler les litiges sur l'occupation secondaire des maisons et des terres dans les zones de retour ; chaque intervention Abris s'active uniquement après validation foncière, garantissant ainsi la pérennité des retours et la valeur de l'aide.

Aux Partenaires Financiers et la Communauté Humanitaire

- **Mobiliser d'urgence des ressources dans les zones de retour et de déplacement secondaire afin de** : (1) offrir un abri adéquat aux familles hébergées chez des tiers ou dont la maison est détruite/gravement endommagée ; (2) libérer écoles, centres de santé et autres infrastructures sociales actuellement utilisées comme abris.
- **Intégrer en priorité les besoins Abris/AME** dans chaque appel à projets (Appel à propositions) pour assurer une couverture optimale et holistique des besoins.
- **Allouer systématiquement un budget dédié au Logement, Terre et Propriété (LTP)** à chaque financement abri : financer, dès le départ, la vérification foncière et le règlement des litiges afin de sécuriser les droits, prévenir les conflits, protéger les investissements des bailleurs et garantir un logement durable aux retournés.
- **Sous tension budgétaire, l'intégration Abris-AME, Protection, WASH, Santé et Sécurité alimentaire n'est plus un plus, mais une nécessité** : chaque dollar engagé dans une réponse intersectorielle décuple l'impact, élimine les doublons et transforme l'abri/AME en barrière sanitaire, espace sûr et levier de relance des moyens de subsistance.
- **Renforcer la co-coordination locale** : un budget dédié aux ONG locales dans les plateformes de coordination place les premiers intervenants au cœur des décisions, prépare la relève nationale et transforme la localisation d'un principe en réalité opérationnelle. Sans ces fonds, leur rôle reste sporadique ; avec un appui financier et un accompagnement technique ils assurent une réponse pérenne.